



HACKATON : DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Depuis des années, la CGT Intérieur dénonce les conditions d'accueil au sein de la préfecture, celles-ci entraînant des tensions régulières, des agressions verbales voire physiques sur les agents. Nous avons soumis, notamment au cours des instances représentatives et ailleurs, des propositions d'amélioration concertées avec les agents directement impactés, ne recevant qu'une écoute polie sans qu'aucune action ne soit par la suite mise en œuvre. Le 24 octobre, résultat d'années d'inaction et d'attentisme, notre syndicat a demandé la mise en place d'une cellule de veille psychologique afin d'épauler nos collègues du BRU, VOS collègues, qui subissent des agissements inacceptables à longueur d'année. Leurs auditions ont enfin débuté ce mercredi 21 janvier par l'Inspecteur Santé Sécurité, l'Assistante Sociale et nos RH.

Le lendemain, nous avons appris le lancement d'un « Hackaton », en partenariat avec l'École 42 « 48H pour prototyper l'accueil public de demain » et « proposer une solution numérique pour répondre aux défis d'accessibilité, d'inclusion et d'efficacité du service public, simplifier les démarches, améliorer la relation usagers-administration ».

Nous ne pouvons que déplorer les éléments de communication utilisés (« pitch ? Prototype ? ») bien éloignés du Service Public, et encore davantage la méthode : l'État français va donc solliciter des étudiants pour effectuer un travail non-rémunéré qu'il s'appropriera par la suite ! Que dire enfin des « mentors » évoqués : sont-ils confrontés quotidiennement aux usagers, à leur détresse, à leur colère ? Ont-ils conscience de cette réalité que nos collègues subissent, de l'impact psychologique quand l'ouverture des portes est ordonnée alors que des odeurs d'urine pestilentielles envahissent le sas et que des échauffourées ont lieu au même moment dans la rue adjacente ?

POURQUOI ?

Pourquoi rester sourd aux propositions des représentants du personnel ?

Alors qu'au cours des deux dernières années, trois études ont été menées (délégations ministérielles, IRA) en allant à la rencontre des agents et du public, pourquoi avoir recours à des structures privées éloignées et ignorantes de nos problématiques rencontrées ? Pourquoi ne pas tenir compte de leurs conclusions, notamment l'attribution d'agents supplémentaires au BMI ? Pourquoi vouloir de nouveau avoir recours à des solutions numériques quand tant les usagers que le défenseur des droits dénoncent leur inefficacité ? **Depuis des années, nous subissons, les usagers subissent, cette diminution des moyens humains et ce recours au tout numérique qui éloigne l'administration de sa mission principale : le service au public.**

Notre expérience, notre savoir-faire, notre expertise, nous, agents de l'État sont-ils à ce point insignifiants qu'on leur préfère des propositions venues de ces structures privées, on le rappelle non-concernées et non-impliquées au quotidien ? Non.

En période d'austérité budgétaire, alors qu'on demande à tous, et en premier lieu aux agents, de réaliser des économies, quel est le coût de ce « hackaton » ?

Il n'a pas lieu d'être. Ce dont nous avons besoin, ce dont les usagers ont besoin, c'est de remettre des **moyens humains** pour répondre au mieux à notre cœur de métier. Nous sommes bien décidés à porter une fois de plus cette revendication lors des prochaines instances et ailleurs.